

Papeete le vendredi 7 juillet 2023

Communiqué de presse

Changement de chefs de service dans l'administration : ce n'est pas un mal

La presse relaye amplement depuis quelques semaines les changements de chefs de service au sein de l'administration, n'oubliant pas de rappeler les déclarations du nouveau Président du gouvernement de la Polynésie française de ne pas se livrer à une chasse aux sorcières.

Le Syndicat de la Fonction Publique s'étonne ainsi qu'aucune évocation ne se soient faites des raisons objectives qui ont amené aux fins de fonctions de bien des chefs de service ou de certains employés du précédent gouvernement. Car les chefs révoqués ne l'ont pas été pour des raisons d'appartenance politique.

Pour ceux qui auraient la mémoire courte, lorsque l'UPLD remportait miraculeusement les élections en 2004, la plupart des chefs de service avaient été laissés en poste. Un certain nombre d'entre eux, totalement inféodés au Tahoeraa, avaient continué de prêter allégeance à Monsieur FLOSSE en faisant parvenir à ses élus un nombre incalculable de documents confidentiels normalement destinés aux nouveaux gouvernants.

Ces personnes hautement politisées avaient bafoué toutes les règles administratives, oubliant qu'elles étaient au service de la population et des nouveaux dirigeants avant d'être au service de l'ancienne majorité politique. Ces personnes auraient mérité la révocation, mais l'UPLD n'a intenté aucune démarche. La valse des majorités tous les 6 mois a clairement joué en faveur de ces chefs de service dont le comportement aurait mérité des sanctions exemplaires.

Aujourd'hui, les chefs de service ou agents démis de leur fonction ont soit un lourd passé politique qui terni la confiance que l'on pourrait avoir en eux, soit un bilan tout à fait désastreux en tant que chef de service.

Ainsi, dernier exemple en date, la fin de fonction de Madame TANG à la tête de la Délégation de la Polynésie française à Paris fait avant tout suite à un audit réalisé en septembre 2022 par la Direction de la Modernisation et des Réformes de l'Administration. Cet audit a révélé une gestion catastrophique du service, à la fois sur le plan technique et managérial. En langage très policé cet examen approfondi du service préconisait de mettre fin le plus rapidement possible aux agissements de la cheffe de service. En ce sens, le nouveau président n'a fait que suivre les recommandations d'un audit commandité par son prédécesseur !



BP 42 105 - 98 7013 Fare Tony Papeete



sfppolynesie@gmail.com



+33(0)6 48 66 63 68 (Olivier) - 89 73 31 61 (Christophe) - 87 26 32 39 (Hervé)



<https://sfppolynesie.org>

Syndicat de la Fonction Publique

Sans doute serait-il opportun de se soucier **des raisons rationnelles** qui poussent les nouveaux dirigeants à démettre de leurs fonctions certains chefs de service... et pas d'autres. Moins d'une dizaine de chefs de service ont été remplacés pour des raisons tout à fait évidentes pour les agents publics que nous sommes, et cela représente un très faible pourcentage.

Le Syndicat de la Fonction Publique se félicite donc de voir certains « chefs de sévices » écartés de fonctions dans lesquelles ils n'avaient plus de légitimité, depuis parfois bien longtemps. Cela n'empêche pas notre centrale de se montrer très vigilante avec les nouveaux nominés, car quelle que soit la couleur politique, il ne faudrait pas que des comportements nuisibles au fonctionnement et/ou à l'image de notre administration soient remplacés par d'autres portant atteinte également aux agents de la fonction publique.

Si les recrutements de chefs de service reposent avant tout sur un simple « casting », nous rappelons que ces derniers devraient être formés à leurs fonctions et aux règles administratives avant d'être propulsés sur leur poste.

Les fins de fonctions de Manuel TERAÏ, Georges PUCHON ou Caroline TANG ne seront sans aucun doute pas regrettées par les agents de l'administration. Il risque même d'en aller de même pour plusieurs autres services où un changement de management est particulièrement attendu (notamment DSI, DGEE, Subdivisions santé des îles, CPMI).

Le Syndicat de la Fonction Publique demande d'éviter le recrutement de fonctionnaires d'Etat détachés et surpayés qui considèrent bien souvent avec un certain mépris les agents locaux et font comme si nos lois étaient décoratives. Nous disposons de suffisamment de managers qualifiés sur le Fenua dans nos administrations locales ou dans le privé. Faisons leur confiance.

Le secrétaire général



Olivier CHAMPION